

Nations Unies

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SEIZIÈME SESSION

Documents officiels



1071^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

Mardi 5 décembre 1961,
à 10 h 30

NEW YORK

SOMMAIRE

Points 90 et 91 de l'ordre du jour:

Question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies (suite)... 1003
Rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies (suite).....

Président: M. Mongi SLIM (Tunisie).

POINTS 90 ET 91 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies (suite*)

Rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies (suite*)

1. Mme LEFLEROVA (Tchécoslovaquie) [traduit du russe]: La délégation de la République socialiste tchécoslovaque, exprimant l'opinion de tout le peuple tchécoslovaque et de son gouvernement, exige avec la plus grande fermeté que la session actuelle de l'Assemblée générale règle la question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies.

2. Le moment est venu de mettre fin à la situation anormale et honteuse dans laquelle, par suite de la politique des Etats-Unis d'Amérique et de quelques autres pays, on refuse depuis nombre d'années au peuple chinois sa légitime représentation à l'Organisation des Nations Unies.

3. Quiconque n'a pas perdu le sens des réalités ne saurait sérieusement reconnaître les marionnettes de Tchang Kai-shek comme les représentants du peuple chinois à l'Organisation, comme a tenté à nouveau de nous en persuader le représentant américain, M. Stevenson, à la séance du 1er décembre 1961 [1069^e séance]. L'Organisation des Nations Unies n'est pas une organisation de personnes privées, mais une organisation d'Etats souverains. Les gens de Tchang Kai-shek n'ont en fait rien de commun avec l'Etat chinois, car, du fait de leur politique de trahison, ils ont été chassés une fois pour toutes et rejetés par le peuple chinois.

4. Par suite du manque de réalisme de la position des Etats-Unis et de leurs alliés, et de leurs manœuvres, pendant 12 ans le problème de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies n'a pu être résolu, ce qui porte un grand tort au prestige de l'Organisation et oppose un obstacle sérieux à la solution de problèmes internationaux urgents qui sont de son ressort comme, par exemple, le désarmement général et complet, le développement économique des pays insuffisamment développés.

5. L'absence de représentants légitimes d'une puissance qui se trouve être l'un des Etats fondateurs de l'Organisation des Nations Unies et un membre permanent du Conseil de sécurité s'oppose au plein développement de l'activité de l'Organisation, se trouve en contradiction manifeste avec la Charte et avec le principe de l'universalité de l'Organisation et s'oppose aussi dans une mesure appréciable à l'aspiration des peuples à renforcer la coopération internationale et à assurer la sécurité et la paix dans le monde entier.

6. Le caractère inadmissible d'une telle situation est mis en lumière aussi par le fait que des Etats Membres de plus en plus nombreux exigent que les représentants de Tchang Kai-shek soient immédiatement chassés de l'Organisation des Nations Unies et de tous ses organes et que leur place soit prise par les représentants du Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine, qui ont seuls le droit de représenter le peuple chinois.

7. La compétence du Gouvernement de la République populaire de Chine, qui a l'entière confiance et l'appui du peuple chinois, s'étend à tout le territoire chinois, ce que n'a pu contester même M. Stevenson. La position politique internationale de ce gouvernement se renforce continuellement. Actuellement, la République populaire de Chine maintient des relations diplomatiques avec 41 pays, dont 35 pays Membres de l'Organisation des Nations Unies. Avec plus de 100 pays et territoires, le Gouvernement de la République populaire de Chine a établi et développé des relations économiques et culturelles.

8. Ces faits montrent que toute tentative pour isoler sur le plan international la République populaire de Chine est vouée à l'échec. Cependant, sans en tenir compte, les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux se sont même opposés avec ténacité, ces dernières années, à ce que le problème de la représentation de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies figurât en aucune façon à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Aujourd'hui, ils essaient de nouveau d'empêcher par des manœuvres transparentes la solution définitive de cette question.

9. Il est donc clair que la question se pose de savoir quelle est la raison de cette attitude hostile des Etats-Unis envers la République populaire de Chine. La raison en est très simple. Elle tient au fait que les milieux dirigeants des Etats-Unis, le plus grand des pays impérialistes, ont subi une grande défaite en 1949, par le fait de la victoire de la révolution chinoise.

10. Exploité et humilié durant des siècles par les féodaux de son pays et par les impérialistes étrangers, le peuple chinois a, une fois pour toutes, fait table rase du passé en 1949. Après de longues années de luttes pour la libération, il a pu, sous la direction de son gouvernement populaire, commencer à effacer

* Reprise des débats de la 1070^e séance.

un retard plusieurs fois séculaire et édifier une société socialiste en Chine.

11. En cette courte période de 12 ans, il a été créé en Chine une industrie moderne, grâce à quoi la République populaire de Chine compte actuellement parmi les principales puissances industrielles du monde. De grands succès ont été obtenus dans la lutte contre l'analphabétisme et aussi dans l'amélioration du niveau de vie du peuple chinois, qui avait affreusement souffert au temps de la domination impérialiste.

12. On comprend que les groupes de monopoles dirigeants aux Etats-Unis ne soient pas enthousiasmés par la création de la République populaire de Chine et l'édification du socialisme dans ce pays. Cependant, cette évolution de la situation en Chine n'est et ne peut pas être l'affaire ni du Gouvernement américain ni des Nations Unies; c'est l'affaire exclusive du peuple chinois. Dans ce domaine, Messieurs, personne ne peut vous aider, puisque chaque peuple a le droit inaliénable de choisir la forme de son gouvernement et son régime. La haine contre la Chine socialiste peut donc susciter des déclarations passionnées, voire parfois hystériques de dirigeants des Etats-Unis et d'autres pays occidentaux. Cependant, cela ne peut pas servir d'argument contre la représentation du gouvernement légitime de la Chine à l'Organisation des Nations Unies.

13. Comprenez que votre aveuglement ne peut rien changer au fait qu'il existe et se développe impétueusement un système socialiste mondial dont la République populaire de Chine est aussi un élément solide. Vous ne pouvez pas arrêter ce phénomène qui est conforme au développement social.

14. L'autorité et la tendance à l'universalité de l'Organisation des Nations Unies exigent qu'y soit représentée la République populaire de Chine, pays qui compte 650 millions d'habitants et dont le gouvernement est capable de remplir les obligations de la Charte des Nations Unies et disposé à le faire, ainsi qu'il l'a déclaré à nouveau, conformément à l'Article 4 de la Charte des Nations Unies.

15. Il semble que cela, les représentants des Etats-Unis le comprennent aussi; car, pour justifier leur position négative envers la République populaire de Chine et la politique suivie depuis de longues années pour empêcher qu'elle ne soit rétablie dans ses droits légitimes à l'Organisation des Nations Unies, lesdits représentants sont obligés de recourir à diverses calomnies contre la République populaire de Chine, ainsi que l'a fait aussi dans son intervention du 1er décembre le représentant même des Etats-Unis, M. Stevenson.

16. Portons notre attention sur certains des prétendus "arguments" qui ont été avancés ici comme prétexte contre la représentation du gouvernement légitime de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies.

17. L'une des calomnies la plus souvent répétées est celle de la prétendue "agressivité de la République populaire de Chine". Qu'en est-il en réalité?

18. Le Gouvernement de la République populaire de Chine, depuis le premier jour de son existence, applique constamment dans sa politique étrangère les principes de la Charte des Nations Unies, aussi bien sur la coexistence pacifique que sur la coopération des Etats ayant des régimes sociaux et économiques différents. La preuve en est la série d'accords d'amitié

et de coopération que la République populaire de Chine a conclus dernièrement, en particulier avec la Birmanie, le Népal, le Cambodge, l'Afghanistan, l'Indonésie et d'autres pays.

19. La République populaire de Chine s'inspire constamment du principe de la solution pacifique des différends et du renforcement de la collaboration pacifique entre les pays. On connaît bien le rôle important joué en 1955 par les représentants de la République populaire de Chine à la Conférence des pays africaino-asiatiques à Bandoung.

20. Le Gouvernement de la République populaire de Chine appuie de même entièrement la mise en œuvre du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace, comme le prévoit le projet du Gouvernement de l'URSS [A/4892]. Il a lui-même proposé plusieurs fois que l'ensemble de la région de l'Extrême-Orient et de l'océan Pacifique soit exempt d'armes nucléaires et thermonucléaires et que les pays de cette région concluent un pacte de non-agression. Peut-être ces propositions, qui témoignent d'un désir de paix, sont-elles l'expression de la prétendue "agressivité" du Gouvernement de la République populaire de Chine? Ne serait-il pas plus juste de parler des intentions agressives du Gouvernement des Etats-Unis et de leurs alliés en Extrême-Orient, qui ont rejeté ces propositions de la République populaire de Chine?

21. Les représentants des Etats-Unis affectionnent particulièrement les arguments désuets sur l'agression de la République populaire de Chine en Corée et en Indochine. Cependant, ce ne sont pas leurs affirmations qui pourront ni changer ni déformer les faits historiques.

22. Le grand mérite du peuple chinois réside en ce qu'il a participé dans une grande mesure à faire cesser l'agression impérialiste aussi bien en Chine que dans les Etats indochinois.

23. En ce qui concerne la Corée, le peuple chinois, se trouvant sous la menace imminente d'une agression américaine, a envoyé au peuple coréen ses volontaires du peuple qui, avec son aide et celle des peuples épris de paix du monde entier, ont contenu la poussée des agresseurs.

24. Sur quoi reposent aujourd'hui les affirmations de M. Stevenson à propos de "l'agressivité" chinoise en Corée, alors qu'il est de notoriété mondiale que tous les volontaires chinois se sont retirés de Corée à la fin de l'année 1959, alors que les troupes américaines se trouvent encore en Corée du Sud et que leurs effectifs et leurs armements continuent d'y augmenter actuellement?

25. La continuation de l'occupation de la Corée du Sud par les forces armées américaines et la transformation de ce pays en une base nucléaire et thermonucléaire américaine est une menace pour la paix en Asie et en même temps un obstacle important au désir du peuple coréen de réaliser dans la paix l'unification de son pays.

26. Dans la région des Etats indochinois, la République populaire de Chine respecte constamment les clauses des accords de Genève de 1954 sur l'Indochine, accords qu'elle a grandement contribué à élaborer. De même, la délégation de la République populaire de Chine intervient d'une manière active à la Conférence de Genève sur le Laos^{1/}. Le but de

^{1/} Conférence pour le règlement de la question du Laos, ouverte le 16 mai 1961.

cette conférence est d'assurer une neutralité constante et permanente et d'empêcher l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures de ce pays.

27. La politique neutraliste du Cambodge et du Laos est la bête noire des Etats-Unis, qui sont intervenus d'une façon systématique dans les affaires intérieures de ces deux pays. L'ingérence systématique américaine dans les affaires intérieures du Laos a abouti au soulèvement bien connu du groupe de Savanakh contre le gouvernement légitime du Laos.

28. On doit particulièrement condamner l'intervention grandissante des Etats-Unis dans les affaires du Viet-Nam du Sud où, de même qu'à Taïwan, en Corée du Sud et dans d'autres régions du monde, les impérialistes américains essaient partout les moyens de maintenir au pouvoir des régimes hais et anti-populaires. Les milieux dirigeants des Etats-Unis incitent les organes gouvernementaux sud-vietnamiens à saboter les efforts du Gouvernement de la République démocratique du Viet-Nam, tendant à la réunification pacifique du pays sur la base des accords de Genève. Au mépris des accords de Genève, ils transforment systématiquement le Viet-Nam du Sud en une base militaire américaine sur le continent asiatique et en un dangereux foyer d'agression menaçant la paix dans toute l'Asie du Sud-Est.

29. Les milieux politiques américains ne dissimulent même pas qu'ils créent des unités spéciales pour écraser les mouvements de libération des peuples asiatiques et qu'ils sont déjà passés à la réalisation pratique de cette politique d'agression au Viet-Nam du Sud.

30. A la lumière de ces faits, il est clair que tout le bruit fait autour de la prétendue "agression" de la République populaire de Chine en Corée et dans les Etats indochinois a pour but de détourner l'attention de la véritable agression que les Etats-Unis perpètrent systématiquement en Extrême-Orient.

31. Chacun sait que la République populaire de Chine n'occupe pas un pouce du territoire des Etats-Unis. En revanche, les forces armées des Etats-Unis occupent depuis 1959 une partie inaliénable du territoire chinois, l'île de Taïwan, et y soutiennent par la force de leurs baïonnettes la clique de Tchang Kai-shek, en se livrant à des actes d'agression et de provocation contre la République populaire de Chine.

32. Taïwan a été transformée en une importante base nucléaire et thermonucléaire américaine près du continent chinois. Cette base, jointe à la présence dans le détroit de Taïwan de la VIIème flotte américaine, qui est équipée d'armes nucléaires et thermonucléaires, constitue une menace permanente à la sécurité non seulement de la République populaire de Chine, mais aussi d'autres pays d'Asie.

33. Mais Taïwan fait partie intégrante de la Chine, comme l'a entièrement confirmé le 1er décembre 1945 la déclaration commune faite au Caire par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la Chine. Dans ces conditions, il n'est pas difficile de dire qui est en fait l'agresseur à Taïwan.

34. Voilà pourquoi le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque a maintes fois déclaré dans le passé et déclare de nouveau qu'il soutient pleinement le droit imprescriptible du peuple chinois à libérer cette partie du territoire chinois de l'occupation américaine.

35. Le représentant américain, cherchant en vain des arguments, n'a pas renoncé à accuser encore une fois la République populaire de Chine de ne pas respecter les droits de l'homme au Tibet.

36. Cette calomnie est complètement démentie par les faits. Au Tibet, qui fait partie de la République populaire de Chine, les puissances impérialistes ont provoqué en 1959 chez les féodaux réactionnaires et parmi les représentants du clergé un soulèvement dont le but était de séparer le Tibet de la Chine et de transformer le Tibet en une base de provocations impérialistes contre la République populaire de Chine.

37. Cependant, avec l'aide du peuple tibétain, cette rébellion a été rapidement liquidée et la défaite de la réaction a ouvert la voie vers une vie réellement libre pour tout le peuple tibétain. Des réformes démocratiques ont été introduites au Tibet, en particulier par l'abolition du servage et la réalisation de la réforme agraire. Aussi le peuple tibétain peut-il largement jouir aujourd'hui de tous les droits de l'homme, y compris la liberté religieuse.

38. C'est donc en vain que le représentant américain a consacré tant d'efforts à éveiller des doutes sur le caractère démocratique du régime intérieur de la République populaire de Chine. Mais quel droit moral ont les Etats-Unis d'Amérique de donner des leçons de démocratie au peuple chinois?

39. Aujourd'hui, les milieux impérialistes des Etats-Unis sont bien le principal support de la réaction internationale et des colonialistes dans le monde entier. Ce n'est pas la République populaire de Chine, mais les Etats-Unis qui menacent Cuba, par exemple, et se mêlent brutalement des affaires intérieures d'autres pays d'Amérique latine, du Laos, du Viet-Nam du Sud, de la Corée du Sud, etc.

40. De l'"argumentation" du représentant des Etats-Unis, il ne reste que la haine du socialisme et du communisme. Cependant, c'est là une argumentation très faible et le représentant américain ne peut, grâce à elle, convaincre quiconque.

41. La question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies doit être réglée définitivement. Toute l'opinion publique internationale attend cette décision de l'Assemblée générale. Malgré la grave défaite qu'ils ont subie dans leurs intrigues, les ennemis de la Chine populaire essaient maintenant, grâce à une autre tactique, d'empêcher ou au moins de retarder une solution définitive de ce problème.

42. Cette année, les Etats-Unis d'Amérique n'avaient déjà plus la certitude qu'avec l'aide d'une majorité automatique ils pourraient empêcher, comme les années précédentes, que la question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies soit même inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale pour examen. Cela explique l'opiniâtreté avec laquelle on a mis au point de nouvelles manœuvres.

43. Il est vraiment regrettable que le nouveau gouvernement américain continue la politique si peu réaliste de son prédécesseur et s'oppose au rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies. Mais, en menant cette politique chimérique, le nouveau gouvernement américain n'a pas à espérer plus de succès que le gouvernement républicain et il subira une sévère défaite tôt ou tard.

44. Tous les hommes de bon sens savent que la politique agressive des Etats-Unis à l'égard de la République populaire de Chine les a conduits à une impasse. Le Département d'Etat a déployé cette année de grands efforts pour mettre au point des conceptions permettant de régler en conformité avec les intérêts de la politique des Etats-Unis la question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies.

45. Mais ni la conception des "deux Chines", ni celle d'une "Chine et demie", ni même la mise en tutelle internationale de Taïwan ne sont réalisables et leurs auteurs reconnaissent qu'elles ne peuvent donner de résultats. Et, bien que les auteurs de ces prétendues "conceptions" essaient par tous les moyens de les justifier, ils ne peuvent changer le fait qu'il n'y a qu'une seule Chine, la République populaire de Chine, dont la représentation légitime à l'Organisation des Nations Unies est inévitable.

46. Le but de la fausse conception des "deux Chines" est bien évident: il s'agit de perpétuer l'occupation de l'île chinoise de Taïwan par les forces armées des Etats-Unis et d'assurer la continuité de la brutale exploitation de sa population par les monopoles américains, tout comme cela se fait actuellement. Il est donc compréhensible que cette conception des "deux Chines" soit catégoriquement rejetée par le peuple chinois.

47. Les adversaires du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies ont, ces derniers temps, entrepris de nouvelles manœuvres dont le but est de retarder de nouveau le règlement définitif de cette question. Le même but est visé par le projet soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies par la délégation de la Nouvelle-Zélande [A/4873].

48. Ces jours-ci, pour atteindre leur objectif, les adversaires du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies ont présenté un projet de résolution [A/L.372] grâce auquel ils veulent obtenir que toute décision sur la question de la représentation de la Chine à l'Organisation soit obligatoirement prise à la majorité des deux tiers. Cela ne se fera en aucun cas, Messieurs. La question de la représentation de la Chine à l'Organisation n'est qu'une question de procédure qui, conformément au règlement intérieur de l'Assemblée générale des Nations Unies, doit être réglée à la majorité simple. Il ne s'agit pas ici d'admission d'un nouveau Membre ou de l'exclusion d'un Etat Membre. En fait, il s'agit seulement pour l'Assemblée générale de reconnaître comme représentants plénipotentiaires pour la représentation de la Chine ceux qui sont désignés par le Gouvernement de la République populaire de Chine.

49. Cela étant, la délégation de la Tchécoslovaquie s'adresse à toutes les délégations des Etats Membres qui désirent sincèrement renforcer la coopération internationale, parmi les Nations Unies en leur demandant de rejeter catégoriquement cette nouvelle manœuvre des champions de la "guerre froide".

50. Il est inadmissible que l'attitude négative des Etats-Unis d'Amérique à l'égard de la République populaire de Chine s'impose à l'Organisation des Nations Unies et que l'Organisation, en contradiction avec la Charte et au détriment de son prestige, poursuive une politique de discrimination à l'égard d'un aussi grand pays que la République populaire de Chine.

51. La délégation de la Tchécoslovaquie exprime sa conviction qu'une majorité décisive d'Etats Membres se prononcera contre tout nouvel attermolement dans la solution du problème de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies.

52. La solution la plus équitable de cette question est indiquée par le projet de résolution présenté par la délégation de l'URSS [A/L.360]. La délégation de la Tchécoslovaquie votera pour ce projet. Nous sommes persuadés que le rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies sera un considérable pas en avant, d'une part, pour empêcher qu'on n'exploite abusivement l'Organisation pour servir les intérêts d'un seul groupe d'Etats et rallumer la "guerre froide", et, d'autre part, pour que l'Organisation devienne effectivement l'arène universelle où se résoudront les problèmes internationaux arrivés à maturité.

53. Le règlement de la question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies contribuerait également à améliorer et à normaliser les relations commerciales entre la République populaire de Chine et les Etats-Unis d'Amérique.

54. On le sait, le Gouvernement de la République populaire de Chine a souligné à maintes reprises que la République populaire veut vivre en paix et collaborer amicalement avec les Etats-Unis. La condition première pour y parvenir est évidemment que les Etats-Unis mettent fin, à l'égard de la Chine, à leur politique d'agression, dont un élément essentiel reste leur opposition au rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies.

55. Si la session présente de l'Assemblée générale règle la question du rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine, sa décision sera accueillie avec une profonde satisfaction par l'opinion mondiale comme une importante contribution au renforcement de l'Organisation des Nations Unies, à l'assainissement général de la situation internationale et au développement de la coopération pacifique entre tous les pays.

M. Padilla Nervo (Mexique), vice-président, prend la présidence.

56. M. WACHUKU (Nigéria) [traduit de l'anglais]: Je n'ai pas l'intention de parler très longtemps. L'Assemblée générale est saisie de deux projets de résolution. Le premier projet de résolution [A/L.360] est présenté par l'Union soviétique, le deuxième projet de résolution [A/L.372] est présenté par cinq puissances, dont les Etats-Unis. Comme l'habitude s'en est installée à l'Assemblée, toutes les fois qu'il s'agit d'examiner une résolution relative à une question sur laquelle ces deux grandes puissances ont des avis contraires on trouve inmanquablement des éléments de guerre froide dans les textes.

57. Parlant au nom de ma délégation, je constate dans le projet de résolution de l'Union soviétique que les deux paragraphes du dispositif se lisent comme suit:

"Décide d'expulser immédiatement de tous les organes de l'ONU les représentants de la clique de Tchang Kai-shek, qui occupent illégalement la place de la Chine à l'Organisation des Nations Unies;

"Invite le Gouvernement de la République populaire de Chine à envoyer des représentants qui participeront aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et de tous ses organes."

58. Une des questions au titre desquelles ce projet de résolution est présenté s'intitule: "Rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies". Strictement, d'après le texte, l'auteur de ce projet ne nous dit pas quel est l'article de la Charte en vertu duquel l'Assemblée pourrait agir comme il le demande. Si nous passons à l'autre projet de résolution, nous lisons dans le paragraphe du dispositif:

"Décide, conformément à l'Article 18 de la Charte, que toute proposition tendant à modifier la représentation de la Chine est une question importante."

59. Je tiens à définir clairement la position de ma délégation et de mon pays. La Nigéria ne peut pas accepter la thèse qui voudrait que l'expulsion de la République de Chine soit une condition préalable de l'admission de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies. Les représentants se souviendront certainement qu'à la dernière session, alors que la question était soumise à l'Assemblée et que le représentant des Etats-Unis a voulu proposer qu'on ne la mît pas en discussion, la Nigéria siégeait à l'Assemblée pour la première fois depuis son admission à l'Organisation; cependant, nous n'avons pas hésité à déclarer qu'empêcher l'Assemblée de discuter une question si importante serait un acte d'impérialisme intellectuel. La situation est différente aujourd'hui. Les Etats-Unis ont jugé plus raisonnable de céder à la pression de l'opinion mondiale, qui estime impossible de laisser hors de l'enceinte des Nations Unies un grand pays comme la République populaire de Chine.

60. Mais il est proposé dans le projet de résolution des cinq puissances qu'étant donné que la question est importante, et elle l'est, elle soit décidée à la majorité des deux tiers. C'est là un aspect de la question qui ne sonne pas très franc à nos oreilles. Il est exact qu'il s'agit d'une question très importante et nous avons bien précisé notre position. Nous appuyons l'admission de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies et, quand viendra le moment de la décider, nous voterons pour cette admission; mais nous ne voterons pas pour la thèse qui voudrait que pour admettre la République populaire de Chine à l'Organisation il faudrait d'abord en expulser un pays qui est maintenant Membre de l'Organisation des Nations Unies. J'ai relu l'Article 6 de la Charte qui stipule les conditions dans lesquelles un Membre de l'Organisation peut être expulsé:

"Si un Membre de l'Organisation enfreint de manière persistante les principes énoncés dans la présente Charte, il peut être exclu de l'Organisation par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de sécurité."

61. Je répète: "sur recommandation du Conseil de sécurité". Puis-je demander aux deux grandes puissances comment elles comptent réussir à expulser la Chine du Conseil de sécurité? Il est évident que s'il est question de le faire, les Etats-Unis exerceront leur droit de veto, le Royaume-Uni en fera autant, la France de même et la Chine également. Nous nous battons donc contre des ombres car cette expulsion est effectivement impossible. Que cela nous plaise ou non, à notre arrivée ici nous avons vu la République de Chine représentée à l'Assemblée et, en ce moment même, de l'autre côté de la salle, nous voyons toujours un siège occupé par la République de Chine.

62. Comment pouvons-nous donc nous laisser aller à des rêves et à des illusions, alors que la réalité tangible est devant nous? La Chine siège ici; il faut regarder en face ce fait indiscutable; il est exact que la République populaire de Chine occupe une plus grande partie de ce qui était autrefois le territoire de la Chine, mais il est exact aussi que l'autre Chine est dirigée par un gouvernement qui a été l'un des Membres originaires de l'Organisation et l'un des signataires de la Charte, et que ce gouvernement existe actuellement sur une autre partie du territoire de la Chine, un gouvernement qui a 11 millions de personnes sous son autorité.

63. Ainsi, que cela nous plaise ou non, il y a là un gouvernement, une population, un territoire. Il y a encore un aspect de la question que je voudrais mentionner, un aspect qui donne des inquiétudes à ma délégation et à mon pays. La République de Chine et son gouvernement, que cela nous plaise ou non, ont conclu pour se protéger une alliance avec l'une des grandes puissances à la suite des événements qui ont poussé ce gouvernement à quitter le continent pour s'installer sur l'île que l'on appelle Formose ou Taïwan. Peut-on l'en déloger sans déclencher une nouvelle guerre mondiale? Si l'on tentait d'y intervenir maintenant, cela n'entraînerait-il pas une menace à la paix et à la sécurité internationales?

64. Mon pays désire la paix, et l'Organisation a été créée pour maintenir la paix et la sécurité mondiales dans toute la mesure de nos possibilités. Aussi, lorsque nous sommes saisis d'un projet de résolution, nous nous attendons à lire une proposition réaliste et applicable. Je ne crois pas que le projet de résolution A/L.360 nous permette de nous rapprocher pratiquement des objectifs auxquels nous aspirons tous.

65. Les Articles 3 et 4 de la Charte traitent de la qualité de Membre de l'Organisation. L'Article 3 traite des Membres originaires et l'Article 4 de l'admission de nouveaux Membres et des conditions qu'ils doivent remplir. Permettez-moi de rappeler les dispositions de ces deux articles. L'Article 3 dispose:

"Sont Membres originaires des Nations Unies les Etats qui, ayant participé à la Conférence des Nations Unies pour l'Organisation internationale à San Francisco ou ayant antérieurement signé la Déclaration des Nations Unies, en date du 1er janvier 1942, signent la présente Charte et la ratifient conformément à l'Article 110."

66. Cet article vise des Etats, non des personnes. Le paragraphe 1 de l'Article 4 dispose:

"1. Peuvent devenir Membres des Nations Unies tous autres Etats pacifiques qui acceptent les obligations de la présente Charte et, au jugement de l'Organisation, sont capables de les remplir et disposés à le faire."

Le paragraphe 2 de l'Article 4 dispose:

"2. L'admission comme Membre des Nations Unies de tout Etat remplissant ces conditions se fait par décision de l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de sécurité."

67. Il y a déjà parmi nous un Membre qui siège à l'Assemblée en vertu de l'Article 3. Il existe aussi un autre Etat chinois que nous aimerions voir entrer à l'Assemblée, car ce serait une dangereuse illusion que d'imaginer qu'un gouvernement exerçant son

autorité sur un si vaste territoire du continent et sur la population la plus nombreuse du monde, un gouvernement qui administre avec succès ce territoire et cette population depuis tant d'années, doit être traité comme s'il n'existait pas, et de croire que nous pouvons réussir dans nos entreprises en laissant à l'écart ce pays et ce gouvernement.

68. Comme je l'ai déjà dit, le projet de résolution A/L.360 suppose que l'entrée de ce très important Etat doit entraîner l'expulsion de l'autre. Cela, nous ne pouvons pas l'accepter.

69. Il est encore un point qui me paraît bizarre et le voici: nous avons deux projets de résolution sur ce sujet. Personne ne m'a dit que la République populaire de Chine ait envoyé une demande à l'Organisation des Nations Unies pour revendiquer les droits légitimes dont il est question. Y a-t-il eu une demande de la République populaire de Chine, adressée au Secrétariat ou au Président de l'Assemblée générale, revendiquant ces droits légitimes? Je ne crois pas qu'il y ait eu une telle demande jusqu'à présent. Il se pose alors la question suivante: un Membre de l'Assemblée peut-il assumer des droits et des obligations au nom de la République populaire de Chine? Je ne vois dans la Charte aucune disposition qui l'y autoriserait. D'après la Charte, nous ne pouvons assumer des obligations au nom d'un autre Etat. Donc, à mon avis, tous ceux qui désirent voir la République populaire de Chine devenir Membre de l'Organisation devraient l'inviter à demander son admission à l'Assemblée générale; sinon, nous agissons dans le vide. Comment savons-nous que la République populaire de Chine veut devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies? Nous pouvons le penser, mais peut-être est-elle d'un avis différent. Maintenant que nous avons accepté en principe que ce grand pays devienne Membre de l'Organisation des Nations Unies — je pense que même la délégation des Etats-Unis l'a accepté elle aussi —, la condition préalable, la bonne marche à suivre est que le Gouvernement de la République populaire de Chine adresse une demande à l'Organisation pour revendiquer le droit de se faire représenter à l'Assemblée générale. Cela fait, nous serons alors obligés, tous ceux d'entre nous qui estiment que la République populaire de Chine doit être représentée ici, de voter pour son admission.

70. Je voudrais que nous évitions de lier cette question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies avec celle de la possibilité de sa représentation au Conseil de sécurité, parce que même si les projets de résolution dont l'Assemblée est saisie ne visent pas cet aspect particulier de la question de la représentation, je pense que cela est sous-entendu. A mon avis, lorsque la République populaire de Chine siègera à l'Assemblée, une réaction en chaîne se produira dans d'autres sphères.

71. Je me souviens que l'an dernier — c'était, je crois, à la Commission politique spéciale —, lorsque j'ai eu l'honneur de soulever la question de la révision de la Charte afin d'obtenir pour notre continent une représentation équitable, le représentant de l'Union soviétique a prononcé un discours que j'ai appelé le "discours jamais-jamais". Il a déclaré que sa délégation n'envisagerait jamais aucune proposition de révision de la Charte pour élargir divers organes ou pour permettre la représentation de nouveaux Membres tant que la République populaire de Chine ne serait pas membre de l'Organisation des Nations Unies. Voici maintenant l'occasion pour nous

tous de reconnaître que le temps est venu d'admettre la République populaire de Chine sans y poser certaines conditions.

72. Acceptons le fait qu'il existe maintenant deux Etats sur ce qui était le territoire ou l'ensemble des territoires d'un seul Etat. Acceptons ce fait et mettons fin à la guerre froide qui paralyse l'Assemblée. Continuer d'agir comme si nous l'ignorions ne réussira qu'à nous entraîner dans des complications.

73. Je déclare que nous ne partageons pas l'opinion du représentant des Etats-Unis, selon lequel ce pays aurait le droit de venir à l'Assemblée poser certaines conditions pour l'admission de la Chine. Nous avons l'esprit assez large pour admettre que les Etats-Unis ont le droit de dire ce qu'ils veulent. Mais je prie l'Assemblée de se rappeler que si nous reconnaissons au représentant des Etats-Unis le droit de dire tout ce qu'il veut sur la Chine, ou sur les conditions de l'admission ou de la non-admission de la République populaire de Chine, il n'en reste pas moins que l'élément décisif sera le fait que la République populaire de Chine sera disposée ou ne sera pas disposée à remplir les obligations de la Charte. Si le Gouvernement de la République populaire de Chine s'adresse au Président de l'Assemblée générale ou au Secrétariat pour demander son admission et s'il déclare accepter les obligations de la Charte, qui donc a le droit de prétendre qu'il ne peut être admis parce qu'un autre Etat pense qu'il ne remplira peut-être pas ses obligations? C'est là une question d'opinion et non une question à décider par le gouvernement intéressé.

74. Je rappellerai une question qui s'est posée à la présente session à propos de la Syrie et de la République arabe unie. Bien qu'ils fussent tous deux des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, ils avaient décidé de fusionner et de ne plus former qu'un seul Etat. Plus tard, ils se sont séparés pour former à nouveau deux Etats distincts. Si j'ai bien compris, la Syrie a adressé alors au Président de l'Assemblée générale un télégramme [A/4914] revendiquant le droit de reprendre le siège qu'elle avait autrefois décidé d'abandonner. Tous les représentants savent exactement ce qui s'est passé alors. Il n'y a pas eu de difficulté. Les Etats Membres ont été consultés, ils l'ont été d'accord et la Syrie a repris sa place à l'Assemblée générale.

75. Pourquoi ne pouvons-nous faire de même en ce qui concerne la Chine? Pourquoi devons-nous discuter les questions d'une majorité des deux tiers ou d'une majorité simple ou de l'expulsion ou la non-expulsion d'un Etat Membre? Nous sommes entrés à l'Organisation en croyant sincèrement que tous les Membres de l'Assemblée désiraient que l'Organisation fonctionne comme un instrument de paix et d'amitié entre les nations et les peuples. Il me semble qu'à l'occasion d'un problème aussi grave l'Assemblée ne donne pas un très bon exemple aux nouveaux Etats Membres.

76. J'adresse donc un appel à tous les intéressés en leur demandant de ne pas continuer à égarer les petites puissances. Dirigez-vous d'une façon positive et réaliste. N'ergotez pas sur une question qui peut être résolue avec un peu de bon sens. Nous avons déjà laissé se créer une situation désagréable, où deux grands Etats d'Asie se disputent un territoire. D'après les journaux, l'Inde se plaint qu'un pays voisin revendique une partie de son territoire. Il sera difficile à l'Organisation d'intervenir dans cette affaire et de chercher à la régler si la République populaire de

Chine reste en dehors de l'Organisation. La situation qui a pu se créer ainsi montre une fois de plus la nécessité d'admettre ce grand pays à l'Organisation, de sorte que les Etats d'Afrique et d'Asie aient une base pour intervenir dans le règlement d'un différend entre deux Etats d'Asie dont les territoires sont contigus.

77. Comme je l'ai déjà dit, je ne veux pas examiner la question de la légalité. Il ne s'agit pas d'une simple question de droit. Il s'agit surtout d'une question de fait et d'une question politique. Il y avait un Etat, la guerre civile a éclaté, un partage a eu lieu. L'ancien Etat, représenté par le gouvernement qui existe encore, est Membre de l'Organisation et siège à l'Assemblée. Mais il existe maintenant un nouvel Etat, peut-être plus viril, dont l'idéologie est très différente de celle qui est admise et pratiquée par l'ancien, un nouvel Etat qui occupe la plus grande partie du territoire de l'ancien Etat et qui a une population beaucoup plus nombreuse. Cependant, le fait demeure que l'ancien Etat existe toujours et qu'il a même une superficie plus étendue et une population plus nombreuse que celles de certains Etats Membres de l'Organisation. On nous demande de le faire disparaître. Ma délégation ne peut accepter cette proposition. Cet Etat est Membre de l'Organisation. Il nous est impossible d'accepter l'expulsion de ce membre comme condition préalable à l'admission du nouvel Etat plus viril et plus puissant, qui a une population beaucoup plus nombreuse et qui est peut-être plus riche. Si l'on tente de le faire, on entraînera l'Organisation dans des difficultés. Je ne vois pas comment quiconque pourrait persuader la République de Chine de renoncer à son alliance avec l'une des grandes puissances.

78. Puisque la République populaire de Chine n'a pas encore entièrement supprimé l'ancien Etat, et je ne crois pas qu'elle ait actuellement l'intention de le supprimer, pourquoi ne pas reconnaître les faits tels qu'ils sont et faire usage de nos bons offices pour inviter la République populaire de Chine à demander son admission à l'Organisation des Nations Unies? Pourquoi ne pas persuader tous les intéressés de mettre leurs préjugés de côté et de laisser entrer la République populaire de Chine, ce qui permettrait enfin à l'Organisation de poursuivre ses travaux? Si nous avons des critiques à faire concernant les méthodes et les pratiques, il se pourrait bien que grâce à l'association, aux contacts réguliers, aux communications, aux relations mutuelles entre les divers pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et d'Europe et la République populaire de Chine on puisse aboutir à une nouvelle phase dans les relations entre des Etats qui risqueraient autrement de rester à couteaux tirés. Tel est l'avis de mon gouvernement.

79. Il existe en Chine deux Etats et nous ne voyons pas comment le problème peut être résolu si l'on ne reconnaît pas ce fait. Nous aimerions que l'on sépare entièrement, pour le moment, la question de l'admission ou de la représentation de la Chine et la question de sa représentation au Conseil de sécurité. Lorsque la République populaire de Chine sera entrée à l'Organisation, peut-être l'Union soviétique cessera-t-elle de s'opposer aux modifications qu'il faut apporter à la Charte. Pendant cette période de révision, nous trouverions bien une solution qui satisfasse tous les intéressés.

80. Peut-être commençons-nous à nous rendre compte que le droit de veto est devenu anachronique.

Peut-être l'Organisation va-t-elle découvrir que le droit de veto a perdu son utilité, et peut-être ce droit sera-t-il aboli. Ma délégation serait heureuse de voir abolir le droit de veto, car il a perdu maintenant toute valeur. Il a plutôt servi à paralyser les travaux de l'Organisation qu'à sauvegarder ses droits et ses privilèges. Lorsque le droit de veto sera aboli, une cause de discorde aura disparu et nous serons tous réunis dans l'Assemblée sur un pied d'égalité. Nous aurons tous à apporter ici la même contribution personnelle, que nous soyons de grands ou de petits Etats.

81. C'est pourquoi, bien que nous admettions la thèse selon laquelle l'admission de la Chine est une question importante, nous ne proposerons pas que la décision soit prise à la majorité des deux tiers. Voyons plutôt si nous pouvons créer un organe chargé de s'occuper de la question et de hâter l'admission de la République populaire de Chine. Ne commettons pas l'erreur grossière de chercher à expulser un Membre actuel. Cela ne manquerait pas de créer de nouvelles complications et provoquerait peut-être à brève échéance une situation nouvelle que nous regretterions.

82. M. Henry Ford COOPER (Libéria) [traduit de l'anglais]: Mon pays est séparé de la Chine par des milliers de milles. Rares sont les habitants de mon pays qui ont déjà vu un Chinois. Tout ce qu'ils savent du gouvernement et du peuple chinois, ils l'ont appris dans les livres. A en juger d'après les textes, nous savons que les Chinois ont connu au cours de leur longue histoire tous les fléaux de l'exploitation et de l'oppression, fatalité commune aux peuples d'Asie et d'Afrique. Malgré l'invasion et l'occupation, le peuple chinois, par suite de la population énorme et de l'immensité du pays, n'a jamais pu être conquis ou asservi à un vainqueur; les envahisseurs ont fini par disparaître ou par se mêler au peuple chinois.

83. Nous pouvons donc parler de cette question, celle de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies, d'un point de vue détaché et altruiste. Au cours des 12 dernières années, cette question est devenue l'une des plus brûlantes de l'actualité. Elle a été discutée dans presque tous les pays du globe; dans de nombreux Etats et notamment dans les Etats occidentaux, on constate que l'opinion est divisée sur le point de savoir quelle Chine doit être représentée à l'Organisation des Nations Unies.

84. La paix et l'avenir de l'Asie, ou même du monde entier, dépendent peut-être de la solution que les Nations Unies trouveront pour donner un siège au représentant du peuple chinois.

85. La délégation de l'URSS soutient qu'il n'existe qu'une seule Chine. Ma délégation est entièrement de cet avis; mais la délégation de l'URSS doit pourtant reconnaître qu'il existe en ce moment deux gouvernements qui revendiquent tous deux le droit de représenter le peuple de la Chine — l'un, le Gouvernement nationaliste de la Chine, qui exerce son autorité effective et sa juridiction sur 11 millions d'habitants et une superficie de 14 000 milles carrés, l'autre, le Gouvernement de la République populaire de Chine, qui exerce sa souveraineté et son autorité sur des millions de milles carrés et sur une population qui dépasse largement 600 millions d'habitants. Il est donc bon d'examiner quelle fut l'origine de chacun de ces deux gouvernements.

M. Slim (Tunisie) reprend la présidence.

86. Nous avons d'abord le gouvernement nationaliste qui était primitivement le gouvernement de la Chine continentale avec ses millions de milles carrés et ses centaines de millions d'habitants. Il exerçait alors sa juridiction et son autorité effective sur cet immense territoire et cette énorme population. Depuis 1949, il a perdu sa souveraineté sur ce territoire et cette population; le champ de son autorité s'est rétréci jusqu'à se limiter au territoire de Taïwan, avec ses 11 millions d'habitants et ses 14 000 milles carrés.

87. Malgré ses pertes en territoire et en population, il a continué à représenter la Chine à l'Organisation des Nations Unies depuis plus de 12 ans, contre toute opposition, comme le gouvernement légitime de la Chine. Il siège au Conseil de sécurité où il a le droit de veto, droit qui n'est accordé qu'aux membres permanents du Conseil en raison de leur puissance et de leurs ressources industrielles. Il participe aux travaux de presque tous les organes des Nations Unies et le vote de la Chine a toujours joué un rôle important dans leurs réussites comme dans leurs échecs.

88. Le Gouvernement nationaliste de la Chine a des représentants diplomatiques dans près de la moitié des capitales du monde entier et par suite son droit de représenter la Chine à l'Organisation des Nations Unies a l'appui de près de 50 p. 100 des nations représentées à l'Assemblée. Il justifie ses prétentions au siège qu'il occupe par ces paroles de M. Tsiang:

"Nul ne doit oublier que la création de l'Organisation des Nations Unies n'a été possible que grâce à la victoire commune des Nations Unies sur les puissances fascistes à la fin de la seconde guerre mondiale. Pour cette victoire, le gouvernement et le peuple de la Chine ont fait le sacrifice de 3 600 000 vies humaines." [1068ème séance, par. 85.]

Ce n'était pas là une mince contribution à la victoire.

"C'est pour cette raison que la Chine a participé aux travaux préliminaires de rédaction de la Charte des Nations Unies à Dumbarton Oaks, c'est pour cette même raison que la République de Chine est désignée à l'Article 23 de la Charte comme l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité." [Ibid.]

89. A la lumière de ces faits, je ne puis accepter la thèse du représentant de l'URSS suivant laquelle le Gouvernement nationaliste de la Chine ne représenterait personne et ce gouvernement ne serait qu'une clique de Tchang Kai-shek, une clique qui occuperait illégalement le siège de la Chine à l'Organisation des Nations Unies. Ce gouvernement ne représente peut-être pas, selon beaucoup de gens, le peuple de la Chine, la Chine connue dans l'histoire pour sa culture, son régime social, les talents et l'habileté de ses habitants, mais c'est néanmoins le peuple chinois, avec les ressources de la Chine continentale, sous la direction de Tchang Kai-shek et de son gouvernement nationaliste, qui a participé à la guerre contre le Japon et a donc joué un rôle important dans la défaite de l'ennemi commun et la victoire des alliés. C'est ce gouvernement qui a participé à toutes les négociations qui ont mis fin à la guerre en Extrême-Orient.

90. Nous devons donc admettre, quels que soient nos sentiments à cet égard, que le Gouvernement nationaliste de la Chine est le gouvernement de droit de ce pays. Toutefois, depuis 1949, il a perdu sa souveraineté sur le continent et son autorité sur les

600 millions d'habitants qui y vivent. Dans ces conditions, peut-on dire qu'il est le véritable gouvernement de la Chine, un gouvernement qui a été forcé de s'exiler comme plusieurs gouvernements qui, pendant la seconde guerre mondiale, ont dû chercher asile loin de leurs frontières pour échapper à l'occupation et à la tyrannie des fascistes?

91. Le gouvernement nationaliste pourrait être considéré ainsi au cas où Taïwan, bien que ce soit une île où le gouvernement nationaliste est installé, serait un territoire étranger. Or les deux gouvernements de la Chine, le gouvernement nationaliste et le gouvernement de la République populaire, continuent à soutenir, à des fins et pour des raisons qui sont les leurs, que Taïwan, avec ses 11 millions d'habitants et ses 14 000 milles carrés, est une partie intégrante de la Chine. Il en résulte donc que le gouvernement nationaliste ne peut pas être considéré comme un gouvernement en exil.

92. Occupant seulement une petite partie du territoire de la Chine et exerçant son autorité sur quelques millions d'habitants, le gouvernement nationaliste peut-il prétendre avoir le droit de représenter l'immense territoire de la Chine et ses centaines de millions d'habitants? C'est là qu'est le nœud du problème.

93. Le représentant de la Chine nationaliste soutient que son gouvernement représente effectivement le peuple chinois, malgré le rétrécissement de son territoire et de sa population; il affirme même que si un plébiscite avait lieu aujourd'hui en Chine continentale la majorité des Chinois opéreraient pour le gouvernement nationaliste. Le représentant de la Chine nationaliste affirme encore que le gouvernement actuel de la Chine continentale est un gouvernement imposé par une puissance étrangère, qu'il y est maintenu par une puissance étrangère et qu'il n'est pas d'origine chinoise, mais représente un joug étranger qui pèse sur le dos de 600 millions de Chinois.

94. Telle est la situation, ou plutôt la thèse du gouvernement nationaliste qui revendique son droit au siège de la Chine à l'Organisation, revendication appuyée par les Etats-Unis et d'autres puissances amies. Ma délégation n'a pas l'intention pour le moment d'arriver à une conclusion sur les revendications et les droits du gouvernement nationaliste, ni de mettre en doute les motifs et les raisons de ceux qui s'en tiennent à ce point de vue, car tout Etat possède la prérogative de décider lui-même quels pays il considère comme pays amis et quels autres comme pays ennemis. En examinant le dossier et les arguments présentés par le Gouvernement nationaliste de la Chine et ses partisans, ma délégation se fonde uniquement sur l'Article 18 de la Charte des Nations Unies et cherche seulement si la question de la représentation de la Chine est une question importante sur laquelle une décision doit être prise à la majorité des deux tiers.

95. Avant d'arrêter son opinion sur ce point, ma délégation désire examiner aussi le dossier et les arguments présentés en faveur de la République populaire de Chine en ce qui concerne le siège de la Chine à l'Organisation des Nations Unies. Il est incontestable que le Gouvernement de la République populaire de Chine est le gouvernement de fait de la Chine, qu'il a exercé et qu'il exerce actuellement la souveraineté sur la Chine continentale et qu'il administre et conduit vers leur avenir plus de

600 millions de Chinois, qu'il exerce depuis 12 ans une autorité complète sur une Chine homogène, que son vaste territoire avec ses ressources en puissance et ses centaines de millions d'habitants avec leurs talents et leur habileté font de ce pays la troisième puissance mondiale des temps présents, qu'il a des représentants diplomatiques dans presque tous les pays voisins d'Asie et de nombreux pays d'Europe et d'Afrique, que beaucoup de gens estiment impossible de réaliser un accord effectif sur le désarmement, impossible d'assurer la paix mondiale, si on laisse de côté un territoire de millions de milles carrés et environ le quart de la population totale du globe, qu'il est impossible enfin d'arriver à un accord effectif sur le contrôle des armes nucléaires sans la participation de la République populaire de Chine.

96. Sans la participation et la coopération de ce pays dans les affaires mondiales, la paix devient impossible, non seulement en Asie, mais dans le monde en général, un monde dans lequel, aujourd'hui, avec la conquête de l'espace, nous sommes tous voisins les uns des autres. Ce qui se passe en Asie a forcément des répercussions en Europe et en Afrique. Donc, si nous continuons à repousser les revendications de 600 millions de personnes et à bafouer leurs aspirations, que leur gouvernement soit communiste, impérialiste, socialiste ou autre, pacifique ou belliqueux, nous continuerons d'avoir des guerres en Asie et ces guerres risqueront de s'étendre aux autres continents. Aussi longtemps que ce gouvernement, avec ses 600 millions de citoyens, estime que ses droits et sa place parmi les nations du monde lui sont refusés pour des motifs idéologiques, le principe de la coexistence pacifique ne peut être appliqué.

97. De nombreux représentants ont insisté sur l'universalité de l'Organisation des Nations Unies. Nous pourrions admettre à l'Organisation, comme Etats indépendants, tous les territoires dépendants, dont la population ne dépasserait pas 500 millions d'habitants, et nous n'aurions encore pas atteint l'universalité si le quart de la population du monde, occupant des millions de milles carrés de superficie au cœur de l'Asie, n'avait pas le droit de prendre part aux délibérations des Nations Unies.

98. Quels que soient nos sentiments personnels, qui peuvent être amicaux ou hostiles, ce sont là des faits que nous ne pouvons écarter à notre guise. Nous pourrions continuer à prétendre que la République populaire de Chine ne remplit pas les conditions nécessaires pour devenir membre de l'Organisation parce qu'elle est belliqueuse, tandis que le gouvernement nationaliste se conforme au contraire à tous les principes et idéaux des Nations Unies. La Chine réelle, qu'elle soit entrée à l'Organisation ou qu'elle reste au dehors, jouera un grand rôle dans l'avenir de la race humaine. Je rappellerai à ce propos les paroles du représentant du Cambodge :

"Si l'on considérait l'ONU comme un club de nations pacifiques, il serait nécessaire de fixer des règles, non seulement pour en barrer l'entrée aux nations jugées indignes d'y être admises, mais aussi pour en exclure éventuellement les pays déjà Membres qui, par leur politique, leur action ou leur

conduite, ne seraient pas dignes d'y siéger." [1069ème séance, par. 59.]

99. Néanmoins, il est impossible que les Nations Unies atteignent leurs objectifs si ce vaste territoire avec ses centaines de millions d'habitants n'est pas admis dans la famille des nations, car les premiers objectifs définis dans le Préambule de la Charte des Nations Unies sont les suivants :

"... préserver les générations futures du fléau de la guerre..."

"... proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme..."

"... créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international..."

"... pratiquer la tolérance, vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage..."

"... unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationale..."

"... recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples".

Sans les 600 millions de Chinois, tout cela est à peu près impossible.

100. A la lumière de ces réalités, qui intéressent le sort et l'avenir du quart de la race humaine, on doute donc que la représentation de la Chine à l'Organisation soit une question simple sur laquelle une décision doive être prise à la majorité simple. Ma délégation craint fort qu'il n'en soit pas ainsi, car ce que demande l'Union soviétique dans son projet de résolution [A/L.360], ce n'est pas seulement la représentation de la République populaire de Chine à l'Organisation, mais encore l'exclusion de l'autre gouvernement. Il n'y a qu'une seule Chine et par suite un seul siège à l'Organisation pour le Gouvernement chinois. Le premier paragraphe du dispositif du projet de l'Union soviétique est conçu en ces termes :

"Décide d'expulser immédiatement de tous les organes de l'ONU les représentants de la clique de Tchang Kai-shek, qui occupent illégalement la place de la Chine à l'Organisation des Nations Unies."

Ce paragraphe, comme on le voit, demande l'expulsion d'un Etat Membre, quel que soit le terme sous lequel l'URSS désigne cet Etat. En vertu de l'Article 18 de la Charte, l'expulsion d'un Etat Membre, quels qu'en soient les motifs, exige un vote à la majorité des deux tiers.

101. En passant en revue les raisons que font valoir les deux gouvernements chinois, le gouvernement nationaliste et celui de la République populaire, nous arrivons à la même conclusion : la représentation de la Chine à l'Organisation est une question importante. Conformément à l'Article 18 de la Charte, ma délégation votera donc pour le projet de résolution présenté par l'Australie, la Colombie, les Etats-Unis d'Amérique, l'Italie et le Japon [A/L.372].

La séance est levée à 12 h 30.